

ORDRE PUBLIC, LE CADRE JURIDIQUE GENERAL

Les libertés publiques sont énoncées dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 27 août 1789 et réaffirmées dans le préambule de la Constitution du 4 octobre 1958.

La liberté de se grouper, de se rassembler, constitue le fondement indispensable de la plupart des libertés collectives. En revanche, elle présente par nature un risque pour l'ordre public.

Pour cette raison, l'expression de certaines libertés est autorisée dans des conditions particulières : notamment dans le cadre des réunions et des manifestations.

Par contre, les rassemblements de personnes sur la voie publique, susceptibles de troubler l'ordre public, constituent des attroupements prohibés.

1.1- LES REUNIONS ET MANIFESTATIONS

1.1.1- Les réunions

Ce sont des rencontres concertées ayant un objet précis. Les participants sont animés d'une intention commune en vue de la défense d'idées ou d'intérêts. Les réunions sont limitées dans le temps et se distinguent des associations (loi du 01.07.1901) qui fondent des structures destinées à durer. Il existe deux types de réunions : les réunions privées et les réunions publiques.

1.1.1.1- Les réunions privées

Elles peuvent se tenir dans un local public ou privé. Seules les personnes nominativement invitées y participent, et les organisateurs font "filtrer" les entrées à toutes les issues du lieu où elles se déroulent.

1.1.1.2- Les réunions publiques

Annoncées par voie de presse ou par affiches, elles sont ouvertes à toutes personnes désirant s'y rendre. Dans ce type de réunion, l'ordre public peut se trouver menacé, car il est impossible de prévoir à l'avance le nombre de participants ainsi que l'évolution de la situation. L'article 6 de la loi du 30 juin 1881 et l'article 1 du décret-loi du 23 octobre 1935 disposent que les réunions sont interdites sur la voie publique. Les réunions publiques sont libres. Les seules dispositions imposées aux organisateurs sont les suivantes :

- **organisation intérieure** : les participants doivent au début de la réunion désigner un bureau, composé de trois membres, qui est chargé de faire respecter l'ordre. La responsabilité des membres du bureau est engagée lorsque des infractions sont commises ;
- **horaire** : la réunion ne peut se prolonger au-delà de 23 heures, sauf dans les villes où la fermeture des établissements publics s'effectue plus tardivement ;
- **contrôle par l'autorité publique** : un fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire peut être délégué par l'autorité administrative pour assister à la réunion. Il choisit sa place ; il exerce un droit de dissolution lorsqu'il en est requis par les membres du bureau, ou d'initiative en cas de violences ou voies de fait.
- **liberté d'expression** : l'individu peut penser ou croire ce qu'il veut (liberté d'opinion) et exprimer ses opinions (liberté d'expression) par les moyens de son choix (parole, presse, spectacle, ondes etc...). Sont interdits les discours contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs ou contenant des provocations à des crimes ou à des délits.

1.1.1.3- les infractions

La réunion publique peut être interdite par le préfet ou par le maire, dès lors qu'elle présente un danger de troubles graves à l'ordre public. Le non respect de l'arrêté est sanctionné par

l'art. R 610-5 du C.P. (contr. de 1ère classe). Le fait d'entraver, d'une manière concertée et à l'aide de menaces, l'exercice de la liberté de réunion est un délit. Les pénalités sont aggravées lorsque cette entrave est accompagnée de coups, violences, voies de fait, destructions ou dégradations (art. 431-1 du C.P.). La participation à une réunion publique en étant porteur d'une arme est un délit (art. 431-10 du C.P.).

1.1.2- Les manifestations

Ce sont des rassemblements organisés sur la voie publique, dans lesquels les participants expriment collectivement des revendications, des idées, des sentiments, etc. Le décret-loi du 23-10-1935 modifié et les articles 431-9 à 431-12 du C.P. Fixent les dispositions applicables.

1.1.2.1- La déclaration préalable obligatoire

Elle est adressée trois jours francs au moins et quinze jours francs au plus avant la date de la manifestation, à l'autorité qui détient le pouvoir de police. Elle précise le but, le lieu et l'itinéraire, la date et l'heure, les nom et adresse des organisateurs. Elle doit être signée par trois d'entre eux, domiciliés dans le département du lieu où elle est formulée. L'autorité qui la reçoit doit en donner immédiatement un récépissé. L'article 3 du décret-loi du 23 octobre 1935 prévoit que si l'autorité investie du pouvoir de police estime que la manifestation projetée est de nature à troubler l'ordre public, elle prend un arrêté d'interdiction qu'elle notifie immédiatement aux signataires de la déclaration (ce rôle peut être confié à un officier de police judiciaire, parfois sur les lieux mêmes de la manifestation). Dans le cas où l'autorité n'a pas donné de réponse, la manifestation peut se dérouler. C'est uniquement l'interdiction qui la rend illégale.

1.1.2.2- Les infractions

Le fait d'entraver, d'une manière concertée et à l'aide de menaces l'exercice de la liberté de manifestation est un délit. Les pénalités sont aggravées lorsque cette entrave est accompagnée de coups, violences, voies de fait, destructions ou dégradations (art. 431-1 du C.P.). L'article 431-9 du C.P. punit de peines correctionnelles le fait :

- d'avoir organisé une manifestation sur la voie publique n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration préalable ;
- d'avoir organisé une manifestation sur la voie publique ayant été interdite ;
- d'avoir établi une déclaration incomplète ou inexacte de nature à tromper sur l'objet ou les conditions de la manifestation projetée.

L'article 431-10 du C.P. punit de peines correctionnelles, le fait de participer à une manifestation ou à une réunion publique en étant porteur d'une arme (au sens de l'art. 132-75 du C.P.). La loi n° 95-73 du 21 janvier 1995, dans son article 17, punit de 6 mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende, toute personne qui, sans motif légitime, porte ou transporte des artifices non détonants. Ces derniers peuvent être confisqués à titre de peine complémentaire.

Par ailleurs, les personnes participant à une manifestation et coupables des infractions aux art. 222.7 à 222.13 du C.P. (violences), 322-1 al. 1, 322-2 et 322-3, 322-6 à 322-10 du C.P. (destructions, dégradations de biens) peuvent se voir infliger la peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la voie publique. Cette sanction s'applique dans des lieux déterminés, pour une durée ne pouvant excéder 3 ans. Le fait de ne pas respecter cette interdiction est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende (art. 18-I de la loi).

Enfin, l'interdiction du territoire français pour une durée de 3 ans au plus peut être prononcée à l'encontre de l'étranger coupable de violences ou de dégradations, destructions de biens (art. 18-II de la loi).

1.1.3- Les attroupements

L'attroupement, au sens de l'article 431-3 al. 1 du C.P. est un "*rassemblement de personnes sur la voie publique ou dans un lieu public susceptible de troubler l'ordre public*". Quelle signification peut-on donner à la notion de "rassemblement susceptible de troubler l'ordre public" ?

La loi laisse à l'autorité administrative le soin d'apprécier l'imminence et l'intensité du trouble que l'attroupement risque de provoquer. L'acuité de la menace pour l'ordre public peut être mise en évidence par le nombre, l'équipement, les intentions des participants, et par toutes circonstances de temps et de lieu. La jurisprudence de la cour de cassation exige que le risque de trouble à l'ordre public soit sérieux et réel : le fait qu'une manifestation ait été interdite par l'autorité investie des pouvoirs de police ne suffit pas à la faire considérer comme un attroupement, au sens pénal du terme (Cass. crim. Du 23.05.1955).

- Les infractions

Le code pénal précise les situations qui constituent une participation délictueuse à un attroupement :

- personne n'étant pas porteuse d'une arme, continuant volontairement à participer à un attroupement, après les sommations (article 431-4),
- personne armée* continuant **volontairement** à participer à un attroupement après les sommations (article 431-5, 2ème alinéa),
 - provocation directe à un attroupement armé* manifestée soit par des cris ou discours publics, soit par des écrits affichés ou distribués, soit par tout autre moyen de transmission de l'écrit, de la parole ou de l'image (article 431-6, 1er alinéa) ; lorsque la provocation est suivie d'effet, la pénalité est aggravée (article 431-6, 2ème alinéa).

(*) Désormais, l'article 132-75 du code pénal donne une définition de l'arme par nature, de l'arme par destination et de l'arme par ressemblance. Le décret n° 95-589 du 06 mai 1995 classe en 6ème catégorie les armes par destination.

- *Le fait de participer à un attroupement en étant porteur d'une arme constitue un DELIT (article 431-5, 1er alinéa). Si la personne armée a continué volontairement à participer à un attroupement après les sommations, la pénalité est aggravée (article 431-5, 2ème alinéa). Le législateur insiste sur l'**élément moral** de l'infraction (...continuant volontairement à participer...)*

1.2- LA FORCE PUBLIQUE

1.2.1- Le fondement juridique de la force publique

L'article 10 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen pose comme principe que "nul *ne peut être inquiété pour ses opinions même religieuses pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public*".

L'ordre public est l'élément fondamental de la cohésion sociale sans lequel aucune liberté ne pourrait réellement s'exprimer. Mais la garantie de l'ordre public ne pouvant résider dans l'action individuelle de chaque citoyen, il est nécessaire que soit constituée une force publique "*Force de la Nation toute entière (car) tous sont obligés de maintenir ce que tous ont voulu*" (M. RABAUD, Rapporteur de la commission sur l'organisation de la Force Publique à la Convention).

Cette Force Publique est prévue à l'article 12 de la DDHC : "*La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique, cette force est donc constituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle a été confiée*". Depuis la période révolutionnaire où le maintien de l'ordre public était confié à une Garde Nationale, la notion de Force Publique a considérablement évolué jusqu'à devenir ce que nous en connaissons aujourd'hui. Sa nécessité s'est renforcée tout au long de notre histoire constitutionnelle. Elle a fortement contribué à l'émergence d'une véritable démocratie et à la sauvegarde de la continuité de l'Etat.

1.2.2- La nécessité de la force publique

Comme nous l'avons vu supra, la Force publique a pour mission de favoriser l'exercice des libertés publiques et non de les contraindre. Son action se limitera donc à empêcher les excès afin que la loi au sens large soit respectée et que l'expression d'une liberté demeure le : "*pouvoir de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui... l'exercice des droits naturels de chaque homme n'ayant de bornes que*

celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits" (art. 4 de la DDHC).

L'article 4 de la DDHC précise in fine "*ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi*". Cette condition impose que les modes d'expression des libertés et particulièrement ceux qui risquent de troubler l'ordre public (réunion, manifestation, attroupement) doivent être inscrits dans des cadres juridiques précis, mais aussi que la Force Publique soit soumise au même principe de légalité, tant dans son organisation (I) que dans son emploi (II et III).

1.3- L'EMPLOI DE LA FORCE PUBLIQUE

1.3.1- Les forces qualifiées

Les compagnies républicaines de sécurité et les escadrons de gendarmerie mobile sont les éléments principaux de la force publique et, à ce titre sont chargés tout spécialement d'assurer le maintien de l'ordre. Ces éléments sont des forces mobiles constituant la réserve générale à la disposition du gouvernement. Leur emploi en temps normal dans des missions d'ordre public relève du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, mais il est pour l'essentiel déconcentré : le préfet de zone de défense étant l'autorité d'emploi des unités disponibles implantées dans son ressort.

1 3.1.1- Les différentes forces de police

Les différentes forces de police participant aux missions de maintien et éventuellement de rétablissement de l'ordre sont :

- les unités de voie publique ;
- les unités d'intervention de la sécurité publique (sections ou compagnies d'intervention) ;
- les compagnies républicaines de sécurité.

1.3.1.2- Les forces de gendarmerie

Les unités de gendarmerie interviennent seules ou conjointement avec les forces de police (instruction interministérielle n° 500 du 09.05.1995).

1.3.2- Les modalités de recours aux forces mobiles

1 3.2.1- La gestion opérationnelle des forces

Le préfet de zone de défense étant l'autorité d'emploi des unités disponibles implantées dans son ressort reçoit des préfets de département de sa zone les demandes de concours et procède à une appréciation des besoins exprimés en liaison avec les responsables zonaux des C.R.S. et de gendarmerie.

La mise en oeuvre des décisions du préfet de zone incombe aux préfets et autorités de police et gendarmerie.

Une gestion centralisée assurée par l'unité de coordination des forces mobiles (U.C.F.M.) du Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales subsiste cependant pour des missions dépassant les capacités de la zone de défense ou nécessitant l'établissement d'un tour national (circulaire NOR INT/C/02/00197C et instruction commune d'emploi des forces mobiles NOR DEF/G/02/02347J et NOR INT/C/02/30043J du 30/10/2003).

1.3.2.2- Les dispositions particulières

Les escadrons de gendarmerie mobile sont engagés sur les opérations de maintien de l'ordre par les préfets de département qui délivrent les réquisitions particulières et les réquisitions complémentaires spéciales. En cas d'événement grave, nécessitant l'intervention immédiate des forces mobiles, le préfet de département peut :

- engager, hors procédure normale, une ou plusieurs C.R.S. Disponibles implantées dans son département. Le préfet de zone et le responsable zonal des C.R.S. Dont

relèvent ces unités en sont tenus immédiatement informés.

- requérir (réquisition particulière ou complémentaire spéciale) les commandants des escadrons de gendarmerie mobile stationnés dans le département . Le préfet de zone et le responsable zonal de gendarmerie en sont également tenus immédiatement informés.

En cas de sinistre grave et fortuit, le chef d'une circonscription de sécurité publique peut demander le concours d'urgence des C.R.S. au commandant de la compagnie stationnée dans sa circonscription après avis de la direction zonale. Le préfet de zone, le préfet de département et le directeur zonal des C.R.S. sont tenus informés sur-le-champ.

1.3.3- Les autorités habilitées à exécuter les sommations

L'article 431-3, 2e alinéa, du code pénal énumère les autorités habilitées à effectuer les sommations : le préfet, le sous-préfet, le maire ou l'un de ses adjoints, tout officier de police judiciaire responsable de la sécurité publique, ou tout autre officier de police judiciaire, porteurs des insignes de leur fonction.

1.3.4- La décision de l'emploi de la force

Le décret n° 95-573 du 02.05.1995, dans son article 4, stipule : "... le préfet ou le sous-préfet, le maire ou l'un de ses adjoints, le commissaire de police ou, mandaté par l'autorité préfectorale, un commissaire de police ou le commandant de police chef de circonscription, doivent être présents sur les lieux en vue, le cas échéant, de décider de l'emploi de la force après sommation. Si elle n'effectue pas elle-même les sommations, l'autorité civile responsable de l'emploi de la force désigne un officier de police judiciaire pour y procéder".

1.3.5- L'exécution des sommations

L'article R. 431-1 du code pénal stipule que l'autorité habilitée à procéder aux sommations avant de disperser un attroupement par la force, doit :

- annoncer sa présence en énonçant par haut-parleur les mots : **"Obéissance à la loi. Dispersez-vous"** ;
- procéder à une première sommation en énonçant par haut-parleur les mots : **"Première sommation : on va faire usage de la force"** ;
- procéder à une deuxième et dernière sommation en énonçant par haut-parleur les mots : **"Dernière sommation : on va faire usage de la force"**.

Si l'utilisation du haut-parleur est impossible ou manifestement inopérante, chaque annonce ou sommation peut être remplacée ou complétée par le lancement d'une fusée rouge. Toutefois, si pour disperser l'attroupement par la force, il doit être fait usage des armes, la dernière sommation ou, le cas échéant, le lancement de fusée qui la remplace ou la complète doivent être réitérés.

1.3.6- Le port des insignes réglementaires

L'article R. 431-2 du code pénal dispose que les autorités habilitées doivent, pour procéder aux sommations, porter les insignes suivants :

- le préfet ou le sous-préfet, le maire ou l'un de ses adjoints, l'officier de police judiciaire de la police nationale : écharpe tricolore ;
- l'officier de police judiciaire de la gendarmerie nationale : brassard tricolore.

1.3.7- La dispersion des attroupements

Lorsque les sommations de se disperser sont demeurées sans effet, l'autorité qui les a effectuées, ou qui a désigné un officier de police judiciaire pour y procéder, décide de l'emploi de la force. Toutefois, les représentants de la force publique peuvent faire directement usage de la force si des

violences ou voies de fait sont exercées contre eux ou s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent (article 431-3, dernier alinéa, du code pénal).

1.4- LA MISE EN OEUVRE DE LA FORCE PUBLIQUE

Les unités composant la force publique (compagnies républicaines de sécurité, escadrons de gendarmerie mobile, compagnies de la préfecture de police, compagnies ou sections d'interventions de la direction centrale de la sécurité publique) sont actionnées par des autorités dont les compétences sont circonscrites à des degrés distincts :

- d'une part, **le préfet, autorité civile**, qui mandate généralement le commissaire de police ou l'officier de police chef de circonscription ; l'autorité civile est présente sur les lieux en vue, le cas échéant, de décider de l'emploi de la force. C'est bien souvent cette même autorité civile qui effectue les sommations ;
- d'autre part, **le commandant de la force publique** (généralement un officier : commandant, capitaine ou lieutenant) responsable de la mise en oeuvre des unités, après la prise de décision de l'emploi de la force par l'autorité civile.

1.4.1- La phase préparatoire

En province, avant le déroulement de la manifestation, une réunion se tient à la préfecture. Elle rassemble : le préfet ou son représentant, le directeur départemental de la sécurité publique ou ses collaborateurs, le directeur départemental des renseignements généraux, le commandant de groupement de gendarmerie, le commandant de la compagnie républicaine de sécurité, etc.

A Paris, cette réunion préparatoire se déroule chez le préfet de police ou chez le directeur de l'ordre public et de la circulation ou bien chez son chef d'état-major.

A l'issue de cette réunion, une stratégie d'action des forces de l'ordre est décidée en fonction des éléments connus : évaluation numérique prévue, catégorie sociale, intention connue ou supposée, points sensibles se trouvant sur l'itinéraire : chantiers, bâtiments administratifs, etc., perturbateurs, casseurs ou contre-manifestants attendus, etc.

Connaissant ces éléments, l'autorité civile et les commandants de la force publique arrêtent une stratégie. Toutefois, sur le terrain, la manifestation peut rapidement dégénérer. En conséquence, le commandement doit prévoir une marge de manoeuvre suffisante afin de conserver la maîtrise de l'événement.

1.4.2- Le rôle des officiers d'encadrement

Ils travaillent en concertation avec le commandant de la force publique. Ces officiers qui assurent l'encadrement des unités d'intervention doivent :

- connaître la stratégie arrêtée par le commandement et la mettre en application sur le terrain ;
- contrôler l'utilisation exclusive du matériel en dotation réglementaire par les personnels intervenants ;
- veiller à la cohésion des membres de l'unité au cours du refoulement ou de la charge (interdire toute action individuelle isolée) ;
- superviser les conditions d'usage de la force qui doit rester strictement nécessaire et proportionnée pour neutraliser **et/ou** interpellier les manifestants (proscrire les violences illégitimes) ;
- faciliter (sauf consignes contraires) l'action des journalistes professionnels autorisés ;
- dresser en fin d'engagement le bilan chiffré des opérations et le transmettre à la hiérarchie (fonctionnaires blessés, manifestants blessés **et/ou** interpellés, équipements détériorés ou perdus, grenades utilisées, dégradation(s) ou destruction(s) de biens publics ou privés,

armes par destination récupérées sur des personnes interpellées ou abandonnées sur la voie publique, etc.).

- *L'exercice des **attributions d'officier de police judiciaire** est momentanément suspendu pour les policiers ayant cette qualité, pendant le temps où ils participent, en unité constituée, à une opération de **maintien de l'ordre** (article 16 du code de procédure pénale).*

1.4.3- Le rôle des fonctionnaires composant le service d'ordre

Le service d'ordre déploie une action offensive ou coercitive lorsque le cadre juridique le permet, c'est-à-dire lorsqu'il se trouve en présence d'un attroupement (article 431-3 du code pénal). Pour ce type d'action, les effectifs engagés doivent être entraînés et habitués à intervenir en unité constituée. Ils doivent connaître parfaitement les signes ou les gestes conventionnels utilisés par leurs officiers pour débiter ou stopper une charge.

1.4.4- Les moyens matériels utilisés

Ils doivent répondre aux nécessités du moment. Les matériels individuels et collectifs à la disposition des unités sont les suivants :

1.4.4.1- Matériels individuels

- Tenue MO
- Casque
- Bâton de défense ou bâton de police à poignée latérale (TONFA)
- Bouclier

1.4.4.2- Matériels collectifs

- Fusils lance-grenades
- Grenades lacrymogènes (l'emploi des grenades lacrymogènes instantanées est assimilé à l'usage des armes)
- Canons lanceurs d'eau (*)
- Tracteurs anti-barricade (*)
- Dispositifs de barrages de ponts (*)

(*) C'est principalement la préfecture de police qui utilise ces matériels dans la capitale, au cours d'importantes manifestations se déroulant sur la voie publique. Le personnel peut employer d'initiative le matériel individuel pendant l'engagement. Quant au matériel collectif et notamment les grenades lacrymogènes, l'utilisation ne peut s'effectuer que sur ordre de la hiérarchie encadrant le dispositif.

Il existe plusieurs sortes de grenades qui produisent des effets différents. Dans tous les cas, il est **interdit** d'effectuer des **tirs tendus**, et déconseillé de les lancer par vent de face.

1.5- L'INTERVENTION DE LA FORCE PUBLIQUE

Chaque fois qu'une manifestation se déroule sur la voie publique ou dans un lieu public, l'autorité civile, représentant du gouvernement, a la charge de prendre les mesures. Enfin, si la mission se prolonge et confine à la routine, le gradé veille à maintenir une motivation intacte par de fréquents passages sur les postes.

1.6- LES SUITES A DONNER AUX OPERATIONS DE MAINTIEN DE L'ORDRE

En fonction du déroulement et de l'issue de la manifestation, un certain nombre d'actes écrits doit être établi.

1.6.1- L'information des directions

Lorsqu'une manifestation a entraîné l'emploi de forces de police destinées à maintenir ou rétablir l'ordre, même en l'absence d'incident, le responsable du service d'ordre doit en aviser sa direction.

1.6.1.1- La D.C.S.P. (Direction Centrale de la Sécurité Publique)

Aux termes de la note DCPU n° 1616 du 13.04.1979 un compte rendu par message télex doit être transmis au Directeur central de la sécurité publique. Bien qu'il ait été supprimé par la note DCPU n° 503 du 21.01.1987, un rapport technique peut être éventuellement rédigé et adressé par le chef de service au directeur central de la sécurité publique avec copie au préfet.

Compte-rendu télégraphique : information de la DCSP

Le compte-rendu transmis au directeur central de la sécurité publique par message télex comporte 12 points à renseigner qui sont les suivants :

- 1- Date et circonscription** (M.O. ou S.O. rétribué ou non).
- 2- Circonstances motivant l'événement** (social, politique, manifestation sportive, commerciale, voyage officiel, journée d'action, etc.).
- 3- Type d'événement** (délégation, entraves à la circulation, grève, meeting, occupation de locaux, séquestration, cortège, etc.).
- 4- heures de début et de fin d'événement.**
- 5- organisateur (s)** (parti politique, syndicat, association, organisme sportif, chambre de commerce, etc.).
- 6- Durée totale** du SO ou du MO.
- 7- Effectifs : catégorie, nombre de fonctionnaires** Hommes/Femmes (service général, unités d'intervention SP, civils, CRS, gendarmerie, RAID, GIPN).
- 8- Emploi des effectifs par catégorie** (réserve, barrage, garde statique, circulation, intervention, pilotage, protection, surveillance).
- 9- Participants a la manifestation - nombre et comportement** (déterminés, calmes, agressifs, action de type «commando», etc.).
- 10- Contentieux de l'opération** (incidents survenus, indication des dégâts occasionnés aux domaines public ou privé, nombre de blessés parmi les manifestants, les nonmanifestants, les forces de l'ordre, nombre d'arrestations, etc.).
- 11- Comportement des unités engagés** (conforme à la mission).
- 12- Observations concernant le matériel** (véhicules, transmissions, emploi des grenades, défaillance, etc.).

1.6.1.2- LA DCCRS (direction centrale des compagnies républicaines de sécurité)

Un compte rendu de service notamment, est renseigné sous la responsabilité du commandant de compagnie ou du chef de détachement.

Compte-rendu de service

Un compte rendu de service comportant 7 points doit être renseigné et transmis selon le cas au groupement d'emploi ou au groupement opérationnel et parfois au groupement d'origine.

PRIMO/ C.R.S. NR...DE...

(EN CAS DE G.O. : C.R.S. NR...DE...INCLUDE DANS G.O. PLACE SOUS AUTORITE DU.....)

SECUNDO/ MISSION

2.1 DATE

2.2 NATURE DE LA MISSION ET NATURE DE L'EVENEMENT

2.3 LIEU D'EMPLOI (COMMUNE – DEPARTEMENT)

2.4 EFFECTIF TOTAL ET PAR GRADES SUR LE TERRAIN

2.5 AUTRES FORCES ENGAGEES (NATURE - SI POSSIBLE NOMBRE D'UNITES)

TERTIO/ HORAIRES

3.1 HEURE D'ARRIVEE SUR LIEU D'EMPLOI

3.2 HEURE DE DEPART DU LIEU D'EMPLOI

QUARTO/ DEROULEMENT DU SERVICE

4.1 PRESENCE DE MANIFESTANTS : OUI NON

4.2 CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX DISPOSITIFS SUCCESSIFS MIS EN PLACE ET PRINCIPAUX PROCÉDES UTILISÉS : RÉSERVE SUR ROUES – PIEDS À TERRE – BARRAGE – VAGUE DE REFOULEMENT – CHARGE - AUTRES
4.3 EMPLOI DE LA FORCE : OUI NON - APRES SOMMATIONS – SANS SOMMATIONS – SANS LANCER DE GRENADES – AVEC LANCER DE GRENADES (PRÉCISER IMPÉRATIVEMENT NOMBRE ET TYPES DE GRENADES)
4.4 EMPLOI DE LA SPI : OUI NON
4.5 EMPLOI DES MOYENS COMPLÉMENTAIRES : GRILLES DE VÉHICULES -ENGINS ANTI BARRICADES – CANON À EAU – AUTRES

QUINTO/ BILAN

5.1 CONSÉQUENCES CORPORELLES

5.11 C.R.S.

-BLESSÉS : NOMBRE – IDENTITÉS – NATURE DES BLESSURES – HOSPITALISÉS – CONTUSIONNÉS : NOMBRE

5.12 MANIFESTANTS : NOMBRE DE BLESSÉS (SI POSSIBLE GRAVITÉ DES BLESSURES)

5.2 INTERPELLATIONS : NOMBRE – IDENTITÉS – MOTIFS SUCCINCTS

5.3 CONSÉQUENCES MATÉRIELLES

5.31 C.R.S. : PERTES – DÉGRADATIONS – DESTRUCTIONS - AUTRES

5.32 AUTRES : MANIFESTANTS – DOMAINE PRIVÉ – DOMAINE PUBLIC

SEXTO/ EXPLOITATION DE L'ÉVÉNEMENT

6.1 REPORTAGE PHOTO : OUI NON

6.2 REPORTAGE VIDEO : OUI NON

SEPTIMO/ CONDITIONS LOGISTIQUES

7.1 REPAS MIDI : OUI NON – LIEU (PRÉCISER SI REPAS SUR LE TERRAIN)

7.2 REPAS SOIR : OUI NON – LIEU (PRÉCISER SI REPAS SUR LE TERRAIN)

7.3 HÉBERGEMENT : CANTONNEMENT : OUI NON – LIEU – HOTEL : OUI NON -LIEU

1.6.1.3- La préfecture de police de Paris

Un télégramme est établi par le responsable du service d'ordre, et adressé au directeur de la DOPC.

Compte-rendu de service d'ordre : information du directeur de la DOPC

Un télégramme contenant 8 rubriques doit être renseigné et adressé par le responsable du service d'ordre au directeur de la DOPC de la préfecture de police de Paris.

1- Nature du service (indicatif radio du commissaire de police, numéro du T.G. de référence, indicatif du chef de division, fréquence radio, heure de début et de fin de service, etc.).

2- Caractère de la manifestation (sur voie publique, réunion publique, meeting dans une enceinte, organisateurs : noms, etc.).

3- Caractère du service d'ordre (voyage officiel, réjouissances populaires, manifestation, réunion, autres, etc.).

4- Moyens en personnel (sécurité publique, civils, SG, compagnies d'intervention, CRS, GM, autres, etc.).

5- Moyens matériels (transports, engins spéciaux, autres, etc.).

6- Déroulement de l'action (nombre et comportement des manifestants, intervention des forces de l'ordre, sommations, emploi de la force, usage de grenades : nombre et types, utilisation de matériel spécial, etc.).

7- Bilan (nombre de personnes interpellées, nombre de mises à disposition, blessés parmi les manifestants, les passants, les forces de l'ordre, dommages causés aux biens publics ou privés, avis sur le comportement des personnels employés, attitude du public et de la presse, présence du groupe de sécurité, avis sur efficacité, difficultés rencontrées, etc.).

8- Conclusions et suggestions

1.6.2- Le formalisme des procès-verbaux consécutifs à l'emploi de la force

Lorsque l'emploi de la force a été nécessaire, un procès-verbal est obligatoirement rédigé. Il doit contenir des éléments indispensables (voir paragraphe ci-dessous) auxquels s'ajoutent des informations particulières, selon qu'il y a eu, ou non, exécution des sommations.

1.6.2.1- Le formalisme général du procès-verbal

Ce procès-verbal est rédigé par l'officier de police judiciaire responsable du service du maintien de l'ordre ne faisant pas partie de l'unité constituée, et qui conserve sa qualification judiciaire (article 16 du code de procédure pénale).

Lorsque l'emploi de la force a été nécessaire, un procès-verbal est obligatoirement rédigé. Il doit contenir des éléments indispensables (voir paragraphe ci-dessous) auxquels s'ajoutent des informations particulières, selon qu'il y a eu, ou non, exécution des sommations.

Les éléments devant y figurer, sont les suivants :

- définition du cadre d'action (lieu topographique, description de l'événement) ;
- consignation de la mission confiée aux unités qui sont intervenues ;
- indication du cadre juridique (article 431-3 et suivants du code pénal) ;
- description de l'attitude des participants à l'attroupement (éléments objectifs faisant apparaître le trouble à l'ordre public : cris, injures, dégradations, port d'armes, etc.).

1.6.2.2- Le formalisme particulier du procès-verbal : sommations effectuées

Ce procès-verbal, en plus des éléments généraux (paragraphe ci-dessus), doit contenir les mentions suivantes :

- insignes réglementaires portés par l'autorité civile pour procéder aux sommations (écharpe tricolore) ;
- signaux utilisés (haut-parleur et/ou fusée rouge, première sommation, deuxième sommation) ;
- lieux et heures précis des sommations ;
- comportement des manifestants pendant et après l'exécution des sommations : préciser l'emplacement de l'officier de police judiciaire qui a fait les sommations et celui des manifestants afin de souligner l'élément intentionnel de ces derniers, c'est à dire la volonté de se maintenir sur place alors qu'ils ont entendu et compris, sans équivoque, les ordres officiels de se disperser ;
- heure précise d'entrée en action de la force publique (cette donnée permet d'apprécier le laps de temps qui a été laissé aux manifestants pour pouvoir se disperser après la dernière sommation) ;
- description des actions des forces qui sont intervenues (compagnies républicaines de sécurité, compagnies de la préfecture de police, escadrons de gendarmerie mobile, sections de direction départementale de la sécurité publique en province) ;
- indiquer les formes de résistance rencontrées (passive, violente) et si l'usage des armes a été nécessaire pour vaincre cette résistance (grenades lacrymogènes, grenades offensives -GM).

Dans ce procès-verbal seront également portées les heures auxquelles ont été avisées les autorités administratives et judiciaires. Lorsque les manifestants reconstituent un attroupement dans un temps assez long après la dispersion, la procédure des sommations est à nouveau mise en oeuvre avant d'entreprendre une action de dispersion.

1.6.2.3- Le formalisme particulier du procès-verbal : sommations non effectuées

Lorsque des violences ou voies de fait sont exercées contre les membres du service d'ordre, ou s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent, ils font directement usage de la force.

Le procès-verbal relatant cette situation doit en plus des éléments généraux (voir ci-dessus), préciser la nature et le degré de violence des actes perpétrés par les manifestants, à l'encontre des personnes et des biens, ayant justifié la décision d'emploi de la force par

l'autorité civile, sans sommations préalables.

Sont annexés à ce procès-verbal les documents et les renseignements utiles :

- état des lieux, photos, bandes vidéo de l'attroupement ;
- plaintes déposées par des personnes ayant subi un préjudice ;
- identité des personnes interpellées en flagrant délit ;
- nature des procédures incidentes rédigées ;
- état des personnes blessées ;
- procès-verbal d'exploitation radio ;
- énumération des interventions d'autres services (exemples : pompiers, SAMU, voirie, RATP, etc.) ;
- copie du télégramme en douze points (DCSP) ou en huit points (DOPC/PP) adressé aux autorités.

1.6.3- La prévention des atteintes à l'ordre public

Afin de limiter l'action violente de certains individus pendant le déroulement d'une manifestation, ou après sa dislocation, un certain nombre de mesures préventives peuvent être mises en oeuvre.

1.6.3.1- Les contrôles d'identité

Les grandes manifestations à caractère revendicatif sont de nature à présenter un risque de trouble à l'ordre public. En conséquence, des contrôles d'identité préventifs peuvent être pratiqués sur la base de l'article 78-2, alinéa 7, du code de procédure pénale. Dès que la sécurité des personnes ou des biens paraît menacée, le policier est habilité à demander à toute personne se trouvant sur les lieux de la manifestation de justifier de son identité.

1.6.3.2- L'interdiction du port et du transport de certains objets

L'article 2bis du décret du 23.10.1935 modifié permet au préfet d'interdire le port ou le transport sans motif légitime d'objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal lorsque les circonstances font craindre des troubles graves à l'ordre public. Cette interdiction peut intervenir pendant les 24 H qui précèdent la manifestation et ce, jusqu'à sa dispersion. En outre, l'interdiction s'applique dans une aire géographique se limitant aux lieux de la manifestation, aux lieux avoisinants et à leurs accès.

1.6.3.3- La vidéosurveillance

La loi n° 95-73 du 21.01.1995, article 10, permet l'installation de systèmes de vidéosurveillance assurant la transmission et l'enregistrement d'images prises sur la voie publique afin, notamment, de constater des infractions ou de prévenir des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol. La mise en oeuvre de tels systèmes est assortie de garanties de nature à sauvegarder l'exercice des libertés individuelles : information du public, autorisation préfectorale après avis d'une commission, qualification des personnes chargées de l'exploitation des images, accès aux enregistrements et destruction dans un délai d'un mois.

Un certain nombre de textes sont venus préciser les modalités d'application des dispositions de l'article 10 de la loi du 21.01.1995 :

- décret n° 96-926 du 17.10.1996 (Journal officiel du 20.10.1996) relatif à l'autorisation préalable à l'installation d'un système de vidéosurveillance. Ce décret est complété par la circulaire du ministre de l'intérieur n° 96-124 du 22.10.1996, elle-même complétée par la circulaire du ministre de l'intérieur n° 97-38 du 05.03.1997 ;
- décrets n° 97-46 du 15.01.1997 et n° 97-47 du 15.01.1997 relatifs aux obligations de surveillance ou de gardiennage incombant à certains propriétaires, exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux ainsi qu'à certains propriétaires ou exploitants de garages ou de parcs de stationnement. Ces obligations sont précisées dans la circulaire du ministre de l'intérieur n° 97-98 du 30.05.1997.

1.7- LES CADRES JURIDIQUES PARTICULIERS

Dans certains lieux et situations, l'engagement de la force publique en vue de maintenir ou de rétablir l'ordre s'effectue en vertu de dispositions législatives et réglementaires particulières.

1.7.1- Les enceintes sportives

Afin de maîtriser les phénomènes de violence dans les enceintes sportives lors du déroulement ou de la retransmission en public d'une manifestation sportive, la loi n° 84-610 du 16.07.1984 modifiée prévoit, dans ses articles 42-4 à 42-10, certaines infractions punies de peines correctionnelles.

Les forces de police assurant un service d'ordre aux entrées et sur le périmètre des enceintes sportives doivent veiller à ce que les spectateurs se conforment aux dispositions suivantes :

- ne pas pénétrer ou tenter de pénétrer en état d'ivresse ; les pénalités sont aggravées si les faits sont commis par force ou par fraude (article 42-4) ;
- ne pas introduire ou tenter d'introduire des boissons alcooliques, par force ou par fraude (article 42-5) ;
- ne pas provoquer par quelque moyen que ce soit des spectateurs à la haine, ou à la violence à l'égard de l'arbitre, d'un juge sportif, d'un joueur ou de toute autre personne ou groupe de personnes (article 42-7) ;
- ne pas introduire, porter ou exhiber des insignes, signes ou symboles rappelant une idéologie raciste ou xénophobe. La tentative est punie des mêmes peines (article 42-7-1) ;
- ne pas introduire de fusées ou artifices de toute nature, ainsi que tous objets susceptibles de constituer une arme, au sens de l'article 132-75 du code pénal ; la tentative est punie des mêmes peines (article 42-8) ;
- ne pas jeter un projectile présentant un danger pour la sécurité des personnes (article 42-9, 1er alinéa) ;
- ne pas utiliser ou tenter d'utiliser les installations mobilières ou immobilières de l'enceinte sportive comme projectile (article 42-9, 2e alinéa) ;
- ne pas troubler le déroulement de la compétition ou ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et des biens (article 42-10).

En ce qui concerne les stades de football, la circulaire du ministre de l'intérieur n°311 du 09.12.1994 précise les modalités de mise en oeuvre des dispositifs de sécurité et du service d'ordre. C'est ainsi que dans certains stades, des moniteurs vidéo ou des magnétoscopes peuvent être installés dans le but de surveiller les tribunes et les abords grâce à des caméras fonctionnant en circuit intérieur.

L'organisateur de la rencontre sportive est responsable de la sécurité dans le stade. A l'extérieur de ce dernier, la sécurité est assurée exclusivement par l'autorité administrative. Lorsqu'il est nécessaire de rétablir l'ordre, l'organisateur peut requérir l'intervention des forces de police. Dans ce cas, le dispositif est actionné à partir d'un poste de commandement situé dans le stade et regroupant divers responsables (services de police, secours sanitaires et incendie, correspondant sécurité du club et responsable du stade).

Par ailleurs l'article 23 de la loi d'orientation relative à la sécurité n° 95-73 du 21.01.1995 dispose que les organisateurs de manifestations sportives, récréatives ou culturelles à but lucratif peuvent être tenus d'assurer un service d'ordre. Cette disposition reprend une jurisprudence constante selon laquelle les organisateurs de manifestations sportives sont tenus à une obligation de sécurité vis-à-vis du public. C'est ainsi que l'organisateur d'un match de football a été déclaré responsable de la mort d'un spectateur ayant reçu, lancée par un spectateur inconnu, une fusée éclairante, faute d'avoir notamment mis en place un service d'ordre suffisamment efficace dans le stade (tribunal de grande instance de LYON, 25.06.1986).

1.7.2- Les bureaux de vote

L'article R. 49 du code électoral attribue au président du bureau de vote l'exclusivité de la police de l'assemblée. En outre, "nulle force armée ne peut, sans son autorisation, être placée dans le bureau de vote, ni aux abords de celui-ci". L'intervention des forces de police n'est possible que sur réquisition expresse écrite du président du bureau (sauf dans les cas d'assistance à personne en danger).

1.7.3- Les établissements pénitentiaires

L'article 1er de la loi du 28.12.1943 repris dans l'article D. 283-6 du code de procédure pénale détermine les situations dans lesquelles la force armée peut être déployée dans les établissements pénitentiaires. Ces dispositions concernent au premier chef, les personnels de l'administration pénitentiaire. Lorsque les membres des forces préposées au maintien de l'ordre (police, gendarmerie) interviennent dans ces établissements, ils sont pendant le temps de leur mission assimilés aux personnels de ladite administration (article D. 266 du code de procédure pénale et circulaire interministérielle n° 467 du 19.09.1972).

L'ensemble de ces personnels (administration pénitentiaire, police, gendarmerie), peut déployer la force armée dans les cas suivants (article D. 283-6 du code de procédure pénale) :

- lorsque des violences ou des voies de fait sont exercées contre eux, ou lorsqu'ils sont menacés par des individus armés ;
- lorsqu'ils ne peuvent défendre autrement les établissements dont ils ont la garde, les postes ou les personnes qui leur sont confiés ou enfin si la résistance est telle qu'elle ne puisse être vaincue que par la force des armes ;
- lorsque des personnes cherchant à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou des détenus invités à s'arrêter par des appels répétés de "HALTE" faits à haute voix cherchent à échapper à leur garde ou à leurs investigations et ne peuvent être contraints de s'arrêter que par l'usage des armes.

1.7.4- Les occupations de locaux privés

Les conflits sociaux peuvent quelquefois aboutir à une occupation des lieux de travail avec séquestration éventuelle du responsable de l'entreprise (crime ou délit selon les circonstances).

Les forces de police **doivent pénétrer dans ces locaux** pour assurer **l'exécution d'une décision de justice** ordonnant l'expulsion de tous les **occupants**. En cas de **crime** ou de **délit flagrant** commis à l'occasion d'une occupation de locaux professionnels, **l'officier de police judiciaire qui en est avisé, doit informer immédiatement le procureur de la République** en vertu des articles 54 et 67 du code de procédure pénale.

En général, destructions, dégradations et détériorations ne présentant pas de danger pour les personnes sont les faits les plus couramment constatés (articles 322-1 à 322-4 du code pénal). Dans ce cas, l'intervention des forces de police est sollicitée par le responsable de l'entreprise.

S'agissant de la **séquestration de personne(s)**, elle est prévue et réprimée par l'article 224-1, alinéa 1, du code pénal qui sanctionne cet acte de peines criminelles. Elle est punie de peines correctionnelles lorsque la séquestration est levée volontairement avant le septième jour accompli depuis celui de l'appréhension de la personne (article 224-1, 3e alinéa, du code pénal).

Les conditions d'intervention de la force publique sont définies par le préfet en concertation avec le parquet, eu égard au contexte particulier de la situation.

1.7.5- Les occupations de locaux administratifs

Une **jurisprudence constante du Conseil d'Etat** met en exergue la nécessité d'assurer le bon fonctionnement du service public. La procédure du référé administratif s'avérant généralement incompatible avec l'urgence de l'évacuation pour assurer la continuité du service public, le préfet donne ordre aux forces de police d'intervenir afin que cesse l'occupation des locaux administratifs. Voir la circulaire du ministre de l'intérieur n° 83-210 du 09.09.1983 relative à l'exécution de décisions de justice concernant certains conflits individuels ou collectifs du travail.

1.7.6- Les locaux à caractère scientifique, culturel et professionnel

Le président d'université ou d'institut national polytechnique et le directeur d'école ou d'institut extérieur aux universités sont responsables de l'ordre et de la sécurité dans les enceintes et locaux affectés à titre principal à l'établissement dont ils ont la charge (article 1^{er} du décret n° 85-827 du 31.07.1985).

L'autorité responsable peut déléguer ses pouvoirs soit à un vice-président, soit à un directeur d'unité de formation et de recherche, d'école ou d'institut interne, soit au responsable d'un service de l'établissement ou d'un organisme public installé dans ces enceintes et locaux (article 3 du décret). Les autorités désignées ci-dessus sont donc compétentes pour prendre toute mesure utile pour assurer le maintien de l'ordre, et peuvent en cas de nécessité faire appel à la force publique (article 5 du même décret).

En tout état de cause, les **services de police ne peuvent intervenir que sur demande expresse, c'est-à-dire écrite, du responsable de l'établissement**. *Les articles L. 711-1 et suivants du code de l'éducation dressent la liste des divers types d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel concernés.*

1.7.7- Les établissements à caractère culturel

Les réunions publiques tenues dans ces établissements sont dispensées de la désignation d'un bureau composé de trois membres (loi du 30.06.1881), en vertu de la loi du 09.12.1905 relative à la séparation des églises et de l'Etat. Le ministre du culte désigné par l'autorité religieuse compétente est chargé du bon ordre dans son église. Dans ce cadre, il peut faire appel à la force publique en cas de troubles dont il ne peut stopper le développement.

1.8- LES PRINCIPALES INFRACTIONS PENALES POUVANT ETRE RELEVÉES LORS DES SERVICES D'ORDRE ET DANS LE CADRE DU MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC

1 8.1- Les infractions pénales en matière d'ordre public

Au cours des opérations de maintien de l'ordre, certaines infractions peuvent être assez couramment constatées. Il convient de bien les connaître afin d'être capable d'en interpellier les auteurs ou de les appréhender s'il s'agit d'un crime ou d'un délit puni d'une peine d'emprisonnement.

1.8.2- Les textes de base en maintien de l'ordre

TITRE III DU CODE PENAL DES ATTEINTES A L'AUTORITE DE L'ETAT

CHAPITRE 1er

Des atteintes à la paix publique

Section 1

Des entraves à l'exercice des libertés d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation

Art. 431-1 - Le fait d'entraver, d'une manière concertée et à l'aide de menaces, l'exercice de la liberté d'expression, du travail, d'association, de réunion ou de manifestation est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Le fait d'entraver, d'une manière concertée et à l'aide de coups, violences, voies de fait, destructions ou dégradations au sens du présent code, l'exercice d'une des libertés visées à l'alinéa précédent est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Art. 431-2 - Les personnes physiques coupables de l'une des infractions prévues par l'article 431-1 encourrent également les peines complémentaires suivantes :

- 1°) L'interdiction des droits civiques, civils et de famille, suivant les modalités prévues par l'article 131-26,
- 2°) L'interdiction, suivant les modalités prévues par l'article 131-27, d'exercer une fonction publique ou d'exercer l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise,
- 3°) L'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée de cinq ans au plus, une arme soumise à autorisation.

Section 2

De la participation délictueuse à un attroupement

Art. 431-3 - Constitue un attroupement tout rassemblement de personnes sur la voie publique ou

dans un lieu public susceptible de troubler l'ordre public. Un attroupement peut être dissipé par la force publique après deux sommations de se disperser demeurées sans effet, adressées par le préfet, le sous-préfet, le maire ou l'un de ses adjoints, tout officier de police judiciaire responsable de la sécurité publique, ou tout autre officier de police judiciaire, porteurs des insignes de leur fonction.

Il est procédé à ces sommations suivant des modalités propres à informer les personnes participant à l'attroupement de l'obligation de se disperser sans délai ; ces modalités sont précisées par décret en Conseil d'Etat, qui détermine également les insignes que doivent porter les personnes mentionnées à l'alinéa précédent. Toutefois, les représentants de la force publique appelés en vue de dissiper un attroupement peuvent faire directement usage de la force si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux ou s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent.

Art. 431-4 - Le fait, pour celui qui n'est pas porteur d'une arme, de continuer volontairement à participer à un attroupement après les sommations est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Art. 431-5 - Le fait de participer à un attroupement en étant porteur d'une arme est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Si la personne armée a continué volontairement à participer à un attroupement après les sommations, la peine est portée à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende.

Art. 431-6 - La provocation directe à un attroupement armé, manifestée soit par des cris ou discours publics, soit par des écrits affichés ou distribués, soit par tout autre moyen de transmission de l'écrit, de la parole ou de l'image, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Lorsque la provocation est suivie d'effet, la peine est portée à sept ans d'emprisonnement et à 100 000 euros d'amende.

Art. 431-7 - Les personnes physiques coupables de l'une des infractions prévues par les articles 431-5 et 431-6 encourent également les peines complémentaires suivantes :

- 1°) L'interdiction des droits civiques, civils et de famille, suivant les modalités prévues par l'article 131-26,
- 2°) L'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée de cinq ans au plus, une arme soumise à autorisation,
- 3°) La confiscation d'une ou de plusieurs armes dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition,
- 4°) L'interdiction de séjour, suivant les modalités prévues par l'article 131-31.

Art. 431-8 - L'interdiction du territoire français peut être prononcée dans les conditions prévues par l'article 131-30, soit à titre définitif, soit pour une durée de dix ans au plus, à l'encontre de tout étranger coupable de l'une des infractions définies aux articles 431-5 et 431-6.

Section 3

Des manifestations illicites et de la participation délictueuse à une manifestation ou à une réunion publique

Art. 431-9 - Est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende le fait :

- 1°) D'avoir organisé une manifestation sur la voie publique n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration préalable dans les conditions fixées par la loi,
- 2°) D'avoir organisé une manifestation sur la voie publique ayant été interdite dans les conditions fixées par la loi,
- 3°) D'avoir établi une déclaration incomplète ou inexacte de nature à tromper sur l'objet ou les conditions de la manifestation projetée.

Art. 431-10 - Le fait de participer à une manifestation ou à une réunion publique en étant porteur d'une arme est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Art. 431-11 - Les personnes physiques coupables de l'infraction prévue par l'article 431-10 encourent également les peines complémentaires suivantes :

- 1°) L'interdiction des droits civiques, civils et de famille, suivant les modalités prévues par l'article 131-26,

- 2°) L'interdiction de détenir ou de porter, pour une durée de cinq ans au plus, une arme soumise à autorisation,
- 3°) La confiscation d'une ou de plusieurs armes dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition,
- 4°) L'interdiction de séjour, suivant les modalités prévues par l'article 131-31.

Art. 431-12 - L'interdiction du territoire français peut être prononcée dans les conditions prévues par l'article 131-30, soit à titre définitif, soit pour une durée de dix ans au plus, à l'encontre de tout étranger coupable de l'infraction définie à l'article 431-10.

Des groupes de combat et des mouvements dissous

Art. 431-13 - Constitue un groupe de combat, en dehors des cas prévus par la loi, tout groupement de personnes détenant ou ayant accès à des armes, doté d'une organisation hiérarchisée et susceptible de troubler l'ordre public.

Art. 431-14 - Le fait de participer à un groupe de combat est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Art. 431-15 - Le fait de participer au maintien ou à la reconstitution, ouverte ou déguisée, d'une association ou d'un groupement dissous en application de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et les milices privées est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Lorsque l'association ou le groupement maintenu ou reconstitué est un groupe de combat au sens de l'article 431-14, la peine est portée à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende.

Art. 431-16 - Le fait d'organiser un groupe de combat est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende.

Art. 431-17 - Le fait d'organiser le maintien ou la reconstitution, ouverte ou déguisée, d'un groupe de combat dissous en application de la loi du 10 janvier 1936 précitée est puni de sept ans d'emprisonnement et de 100 000 euros d'amende.

Art. 431-18 - Les personnes physiques coupables des infractions prévues par la présente section encourrent également les peines complémentaires suivantes :

- 1°) L'interdiction des droits civiques, civils et de famille, suivant les modalités prévues par l'article 131-26,
- 2°) La diffusion intégrale ou partielle de la décision ou d'un communiqué informant le public des motifs et du dispositif de celle-ci, dans les conditions prévues par l'article 221-10,
- 3°) L'interdiction de séjour, suivant les modalités prévues par l'article 131-31.

Art. 431-19 - L'interdiction du territoire français peut être prononcée dans les conditions prévues par l'article 131-30, soit à titre définitif, soit pour une durée de dix ans au plus, à l'encontre de tout étranger coupable de l'une des infractions définies à la présente section. Les dispositions des cinq derniers alinéas de l'article 131-30 ne sont pas applicables.

Art. 431-20 - Les personnes morales peuvent être déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, des infractions définies par la présente section.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- 1°) L'amende, selon les modalités prévues par l'article 131-38,
 - 2°) Les peines mentionnées à l'article 131-39.
- L'interdiction mentionnée au 2° de l'article 131-39 porte sur l'activité dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise.

Art. 431-21 - Les personnes physiques, ou morales, coupables des infractions prévues par la présente section encourrent également les peines suivantes :

- 1°) la confiscation des biens mobiliers et immobiliers appartenant à ou utilisés par le groupe de combat ou l'association ou le groupement maintenu ou reconstitué,
- 2°) La confiscation des uniformes, insignes, emblèmes, armes et tous matériels utilisés ou destinés

à être utilisés par le groupe de combat ou par l'association ou le groupement maintenu ou reconstitué.

PARTIE REGLEMENTAIRE DU CODE PENAL

Section 2

De la participation délictueuse à un attroupement

Art. R. 431-1 - Pour l'application de l'article 431-3, l'autorité habilitée à procéder aux sommations avant de disperser un attroupement par la force :

1°) Annonce sa présence en énonçant par haut-parleur les mots : *"Obéissance à la loi. Dispersez-vous"*,

2°) Procède à une première sommation en énonçant par haut-parleur les mots : *"Première sommation : on va faire usage de la force"*,

3°) Procède à une deuxième et dernière sommation en énonçant par haut-parleur les mots : *"Dernière sommation : on va faire usage de la force"*.

Si l'utilisation du haut-parleur est impossible ou manifestement inopérante, chaque annonce ou sommation peut être remplacée ou complétée par le lancement d'une fusée rouge.

Toutefois si, pour disperser l'attroupement par la force, il doit être fait usage des armes, la dernière sommation ou, le cas échéant, le lancement de fusée qui la remplace ou la complète doivent être réitérés.

Art. R. 431-2 - Les autorités mentionnées au deuxième alinéa de l'article 431-3 doivent, pour procéder aux sommations, porter les insignes suivants :

- le préfet ou le sous-préfet : écharpe tricolore
- le maire ou l'un de ses adjoints : écharpe tricolore
- l'officier de police judiciaire de la police nationale : écharpe tricolore
- l'officier de police judiciaire de la gendarmerie nationale : brassard tricolore.

DECRET N° 95-573 DU 2 MAI 1995 RELATIF A LA DISPERSION DES ATTROUPEMENTS

Article 1 : Pour l'application de l'article 431-3 du code pénal, le maintien de l'ordre relève exclusivement du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Article 2 : Les forces armées ne peuvent participer au maintien de l'ordre que lorsqu'elles en sont légalement requises. La réquisition des forces armées est adressée par l'autorité civile territorialement responsable au commandant de gendarmerie pour les forces de gendarmerie, au commandant militaire compétent pour les autres forces. La responsabilité de l'exécution de la réquisition incombe à l'autorité militaire requise qui reste juge des moyens à y consacrer.

Article 3 : La réquisition est faite par écrit dans la forme suivante :

"Au nom du peuple français,

"Nous.....requérons en vertu de la loi, M.....commandant, de prêter le secours des troupes nécessaires pour..... (indiquer de façon claire et précise l'objet de la réquisition et l'étendue de la zone dans laquelle, elle doit être exercée).

"Et pour garantie dudit commandant, nous apposons notre signature".

"Fait à....., le....."

Article 4 : Dans les cas d'attroupements prévus à l'article 431-3 du code pénal, le préfet ou le sous-préfet, le maire ou l'un de ses adjoints, le commissaire de police ou, mandaté par l'autorité préfectorale, un commissaire de police ou l'inspecteur divisionnaire chef de circonscription, doivent être présents sur les lieux en vue, le cas échéant, de décider de l'emploi de la force après sommations. Si elle n'effectue pas elle-même les sommations, l'autorité civile responsable de l'emploi de la force désigne un officier de police judiciaire pour y procéder.

1.8.3 - Principaux généraux - structures et missions des C.R.S. - nouvelle organisation

tactique des C.R.S.

LA DIRECTION CENTRALE DES COMPAGNIES REPUBLICAINES DE SECURITE

Nouveaux textes :

- décret n° 2003-951 du 03 octobre 2003 érigeant le S.C.C.R.S. en Direction centrale ;
- décret n° 2003-952 du 03 octobre 2003 relatif à l'organisation des compagnies républicaines de sécurité ;
- arrêté du 03 octobre 2003 relatif à l'organisation de la D.C.C.R.S. en sousdirections ;
- arrêté du 04 novembre 2003 relatif à l'organisation de la D.C.C.R.S. en bureaux.
- arrêté du 18 mars 2004 relatif à l'organisation des C.R.S.

Les C.R.S sont un des éléments de la force publique, placées sous l'autorité du ministre chargé de l'intérieur. Elles constituent une direction active de la police nationale. La direction centrale des compagnies républicaines de sécurité dépend directement du directeur général de la police nationale qui coordonne le mouvement des unités.

Les C.R.S. peuvent être employées sur tout le territoire, conjointement avec les autres forces de police pour assurer des missions de :

- maintien ou rétablissement de l'ordre public,
- protection des personnes et des biens, aide et assistance aux personnes en cas de sinistre grave ou de calamité publique,
- missions de surveillance,
- services d'ordre et d'honneur.

1.8.3.1- Principes généraux de la zonalisation

- Le préfet de zone définit, après consultation des responsables zonaux des forces mobiles et en liaison avec les préfets de département, les objectifs de sécurité générale et les missions de maintien de l'ordre.
- A l'exception de certaines missions constituant l'emploi national (Corse, outremer, renforts saisonniers, grands événements), le préfet de zone décide de l'engagement des unités et fixe aux responsables zonaux des forces mobiles les objectifs à atteindre.
- Les responsables zonaux des forces mobiles, commandants de région de gendarmerie et directeurs zonaux des C.R.S., appliquent les décisions du préfet de zone et gèrent l'emploi des unités.
- Au titre de la réserve générale, un dispositif d'alerte est mis en place (les unités d'alerte peuvent être employées au sein de la zone).
- En cas d'insuffisance de forces, le préfet de zone fait appel aux échelons centraux pour obtenir des renforts prélevés sur la réserve générale en provenance d'autres zones.

Dans le cas de sinistre grave et fortuit, le chef d'une circonscription de sécurité publique peut demander le concours d'urgence des compagnies républicaines de sécurité au commandant de compagnies stationnées dans sa circonscription après avis de la direction zonale. Le préfet de zone, le préfet de département et le directeur zonal des C.R.S sont informés sur-le-champ.

1.8.3.2- Structures

1.8.3.2.1- La direction centrale

Située à Paris, elle est chargée de l'organisation et du contrôle des unités, de la formation du personnel et de la mise en oeuvre des effectifs en fonction des missions. Le chef du service (directeur central) dirige, sous l'autorité du directeur général de la police nationale, l'ensemble des :

- 7 directions zonales qui ont les limites des zones de défense,
- 8 délégations,
- 61 compagnies (dont une à la disposition permanente du service de protection des hautes personnalités),
- 9 compagnies autoroutières (Arrêté du 18 mars 2004).

Elle comprend :

- l'état-major,
- l'inspection technique,
- la sous-direction des personnels et de la formation,
- la sous-direction des missions opérationnelles,
- la sous-direction de la logistique.

L'état-major, dirigé par un fonctionnaire du corps de conception et de direction de la police nationale, anime et coordonne l'activité des sous-directions. Il est pour cela assisté d'un bureau d'état-major dirigé par un commandant à l'échelon fonctionnel

1.8.3.2.2- La direction zonale

Elle constitue l'échelon de commandement et de gestion intermédiaire hiérarchique et technique entre la direction centrale et les compagnies.

Le directeur zonal a autorité sur toutes les compagnies implantées ou déplacées dans le ressort de son groupement. Il est le conseiller technique du préfet de zone de défense pour l'emploi des unités. Il veille au bon fonctionnement de ces dernières et à l'entraînement du personnel.

Il existe **sept** directions zonales : Paris, Nord (Lille), Ouest (Rennes), Sud-Ouest (Bordeaux), Est (Metz), Sud-Est (Lyon), Sud (Marseille). Elles correspondent aux anciens groupements.

1.8.3.2.3- Les délégations

La délégation régionale des C.R.S. est subordonnée à la direction zonale à laquelle elle appartient. Elle est un échelon de commandement déconcentré à vocation opérationnelle. Son responsable est associé à la préparation des décisions propres à l'emploi des unités organiques ou déplacées. Il est notamment chargé de l'accueil et de l'hébergement des compagnies déplacées.

Au nombre de **huit**, ces délégations sont implantées dans les régions suivantes : Paris, Strasbourg, Dijon, Tours, Montpellier, Toulouse, Anglet et Ajaccio (Corse).

1.8.3.2.4- Les compagnies

La Compagnie de service général(61 compagnies au total), unité administrative et tactique, est articulée plusieurs sections. Elle est dirigée par un commandant de police. Chaque compagnie est divisée en plusieurs sections, **une section de commandement et des services** et 4 ou 6 **sections de service général**.

- **la section de commandement et des services** est chargée de la gestion administrative et opérationnelle du personnel et comprend les services suivants : service général, matériel, transmissions, ordinaire, secrétariat, armurerie, transports, foyer.
- **les sections de service général** sont notamment chargées du maintien de

l'ordre. Elles sont soit section de protection et d'intervention (S.P.I.), soit section d'appui et de manoeuvre (S.A.M).

Certaines compagnies sont chargées plus spécialement d'une mission particulière :

- sécurité et secours en montagne.

La Compagnie autoroutière (9 compagnies au total) est constituée de plusieurs sections de roulement, d'une section motocycliste d'appui, d'un bureau de circulation routière et d'une section de commandement et des services.

1.8.3.3- les missions

- Le maintien de l'ordre

Les compagnies républicaines de sécurité sont chargées, conjointement avec les autres forces de police, de concourir au maintien de l'ordre public. Elles assurent aussi les services d'ordre et de sécurité mis en place à l'occasion de grands rassemblements de foule pour des spectacles ainsi que des manifestations culturelles ou sportives.

La procédure de mise en mouvement des unités varie en fonction du critère d'urgence :

- **Procédure normale** : les besoins supplémentaires en effectifs sont évalués par le Préfet du département qui en fait la demande au Préfet de Zone.
- **En cas d'évènements graves et fortuits** : le Préfet a le pouvoir de mettre en action la ou les unités stationnées dans son département, à charge pour lui d'en tenir aussitôt informé le ministre de l'intérieur et le préfet de la zone de défense. (Autres missions des C.R.S. : sécurité des personnes et des biens, sécurité des loisirs, prévention).

1.8.3.4- Nouvelle organisation tactique des compagnies républicaines de sécurité

Les principes de la nouvelle articulation

Deux objectifs principaux :

1- L'adaptabilité : Une seule organisation pour toutes missions et tous types d'incident dans les cadres du maintien de l'ordre, violences urbaines et sécurisation.

2- La mobilité : s'alléger pour devenir réactif (dissuader, traiter les incidents) et rapide (gérer la guérilla urbaine, interpellier).

1.8.3.4.1- la démultiplication en toute sécurité : le binomage

- assure la sécurité même en petit nombre
- renforce les dispositifs
- garantit la maîtrise du terrain

LE BINOMAGE

Ce sont deux éléments complémentaires :

- un élément d'intervention
- un élément de protection ou d'appui

Le binôme est indissociable et adaptable en matière de sécurisation, violences urbaines et maintien de l'ordre.

Le binôme est la base de l'organisation modulaire de la compagnie :

- il se décline à tous les niveaux
- il conditionne la démultiplication de la compagnie

Exemple N°1 : le binôme de base en sécurisation :

L'agent d'intervention :

- dirige l'intervention
- gère le contact

L'agent d'appui :

- assure la protection
- surveille les abords
- gère les liaisons avec le groupe

Exemple N°2 : le binôme de base en maintien de l'ordre

Le bouclier :

- ne gère que ce qui est devant lui
- suit le guidage de l'appui

L'agent d'appui :

- dirige le bouclier par contact
- renforce et protège le bouclier
- prend en charge les latéraux

1.8.3.4.2- la démultiplication de la compagnie : Les groupes légers

- plus rapides
- nombreux
- utilisables en toute mission

LES GROUPES LEGRS

Sont les modules de base de :

la section
la demi-compagnie
la compagnie

Deux binômes, un chef et un conducteur constituent :

- un élément de manoeuvre cohérent, rapide et polyvalent : *LE GROUPE*
- qui est utilisable partout en matière de sécurisation, violences urbaines, maintien de l'ordre. (par exemple le groupe sera constitué d'un brigadier, de deux binômes de gardiens et d'un conducteur).

Le groupe léger est le module de base de :

- **la section** est composée de 2 groupes fonctionnant en binôme :
- un groupe d'intervention
- un groupe d'appui

et d'un groupe de commandement

- **la demi-compagnie** est composée de 2 sections fonctionnant en binôme
- une section de protection et d'intervention (SPI)
- une section d'appui et de manoeuvre (SAM)

et d'un groupe de commandement

- **la compagnie** est composée de :
- 2 demi-compagnies
- 1 groupe de commandement

Les avantages tactiques :

L'organisation modulaire en binôme, groupe, section, demi-compagnie et compagnie permet, grâce au binomage :

- une plus grande résistance au contact
- une capacité de manoeuvre adaptée à toute situation de
- sécurisation
- violences urbaines
- maintien de l'ordre
- une meilleure occupation du terrain

Les avantages stratégiques :

- des stratégies adaptées à la guérilla urbaine
- emploi des binômes
- contrôle de zone
- mouvement
- des capacités d'interpellation importantes
- une articulation permettant de passer de la sécurisation au maintien de l'ordre et réciproquement
- la possibilité d'assurer la protection d'autres interventions (sécurité publique, police judiciaire, gendarmerie, pompiers, Samu, etc...).